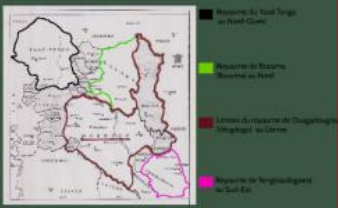


Le Moog-Naaba et la royauté des Mossi au Burkina Faso

Le Mogho Naba et la royauté des Mossis

les quatre royaumes du Mossi



- Royaume de Fada N'Gourma
- Royaume de Ouagadougou
- Royaume de Ouahigouya
- Royaume de Tenkodogo

Le Mogho Naba actuel



- Sa majesté Naaba Baongo, roi de Ouagadougou.
- Né en 1958 dans la famille Congo.
- Intrônisé le 1er décembre 1982.
- 37ème roi du royaume de Ouagadougou.

Composition de la cour actuelle

La cour est composée de dignitaires anoblis par leur fonction et chargés de tâches précises. Les principaux sont :

- Ouad-Naaba, responsable de coordonner les questions liées aux chevaux, juments, acquisitions ; il fait office de 1er ministre dans l'ordre protocolaire.
- Lagl-Naaba, qui coordonne les rites coutumiers, il est aussi devenu un acteur de la promotion culturelle.
- Balm-Naaba, qui coordonne le protocole et organise la gestion à l'intérieur du palais.
- Samard-Naaba, responsable de la sécurité de la demeure de l'incrusté du palais.
- Dapoo-Naaba, qui coordonne la sécurité de l'arrière de l'enceinte du palais.
- Goung-Naaba, responsable de la politique sécuritaire.
- Ramsong-Naaba coordonne la garde rapprochée du souverain.
- Bendi-Naaba, qui gère l'équipe des tambourinaires.
- Sogon-Naaba, responsable de l'organisation du service des pages.

Intervention dans les affaires politiques récentes

- 4 novembre 2014, le lieutenant-colonel Zida, alors président, rend visite au Moog-Naaba.
- 21 septembre 2015, le Général Diendré, qui a mené le putsch du RSP (Régiment de sécurité présidentielle), se rend chez le Moog-Naaba.
- 22 septembre 2015, signature solennelle de l'accord entre le RSP et les loyalistes devant le Mogho Naba.
- 23 septembre 2015, adoption de l'accord chez le Moog-Naaba.
- 29 décembre 2015, visite de M. Alassane Ouattara, Président de la Côte d'Ivoire chez le Moog-Naaba.

L'organisation des chefferies au Burkina Faso (lien avec la royauté)

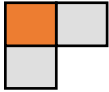
L'organisation administrative du royaume de Ouagadougou se présente comme suit :

- Les commandements autonomes (kombere).
- Les principautés (Rimbi).
- Les quartiers fonctionnels.

L'ensemble des commandements, des Rimbi et des quartiers fonctionnels constituent le territoire du royaume. Le Moog-Naaba reçoit régulièrement l'allégeance de tous ces chefs. Sauf à l'occasion de grave conflit, il n'intervient pas directement dans la gestion de ces entités administratives.

La version animée de cette cartographie est disponible en ligne via ce lien : [Le MoghoNaba et la royauté des Mossis](#)





Au Burkina Faso, le *Moog-Naaba* et la royauté des *Moose*, dont l'organisation est demeurée intacte, semblent défier le temps. Aujourd'hui encore, la personnalité du *Moog-Naaba* (roi) jouit d'une considération incontestée, à tel point qu'il est sollicité chaque fois que la cohésion des Burkinabè est menacée. Afin de mieux comprendre le rôle prépondérant joué par le *Moog-Naaba* dans les médiations et sa capacité à influencer sur le règlement des conflits internes, il convient de comprendre l'histoire et l'organisation de la royauté ainsi que la perception particulière que les *Moose* ont du pouvoir.

Histoire et répartition spatiale des royautés au *Moogo*

Le *Moogo*, est le territoire habité par les *Moose* (ou *Mossi*), qui représentent actuellement environ 48% de la population du Burkina Faso. Cette population, dont la langue est le *moore*, serait issue du métissage entre les « gens du pouvoir », les *Dagomba* venus du Nord du Ghana et les « gens de la terre » qui constituaient le peuplement ancien. La région du *Moogo* est située dans l'espace aride de la savane située au centre du Burkina Faso. C'est de cette nature austère que les *Moose* ont traditionnellement tiré leur subsistance, ce qui leur a forgé une réputation de travailleurs et leur a valu, entre 1932 et 1947, les déportations massives qui devaient satisfaire les besoins de main-d'œuvre des plantations et des chantiers de construction de la Côte d'Ivoire.

L'espace du *Moogo* est caractérisé par une certaine unité linguistique en ce que le *moorey* est la principale langue de communication. En revanche, il n'existe pas d'entité politique unique et homogène : « l'empire mossi », auquel bon nombre d'écrits ont si souvent fait allusion, n'a jamais existé en tant que tel. En effet, les légendaires conquêtes des *Dagomba* du Nord Ghana ont progressivement fractionné le territoire en plusieurs royaumes, principautés et chefferies qui ont entretenues relations parfois conflictuelles : les conflits armés qui ont longtemps opposé le roi de Ouagadougou (*Naaba Sanem*) aux chefferies de Riziam, Lallé et Bousma sont restés dans les mémoires. Ces rapports de force et l'occupation coloniale, surtout, ont fini par figer la configuration territoriale actuelle des chefferies. Ainsi depuis la conquête

Octobre 2016

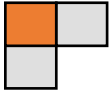
coloniale en 1896, par ordre chronologique, quatre royaumes de pleine souveraineté coexistent sur le territoire du *Moogo*: le royaume de Ouagadougou au Centre, le royaume de Tenkodogo à l'Est, le royaume de Yad Tenga au Nord et le royaume de Bousma au Nord-est. L'occupation coloniale a décrété une suprématie qui place virtuellement le roi du royaume de Ouagadougou, le *Moogo-Naaba*, au-dessus des souverains des trois autres royaumes. Aujourd'hui encore, ce fait historique explique en partie la place et la considération réservées au *Moogo-Naaba* au niveau national.

Le *Moog-Naaba* est considéré comme le chef suprême de tous les chefs du royaume de Ouagadougou. Ces chefs sont aussi bien les dignitaires de la cour que ceux qui disposent d'un territoire de commandement. L'ensemble de ces commandements constituent le royaume.



Le *MoghoNaabaBaongo* et les *Dima* (Rois *moose* étant sur le même rang que lui) du Burkina à l'investiture de Roch Marc Christian Kaboré. De gauche à droite, le *Dima* de Bousouma, le *Dima* de Tenkodogo, le *MoghoNaabaBaongo* et le *Dima* du Yatenga. 29/12/2015.

Photo : Harouna MARANE



Octobre 2016

La conception traditionnelle du pouvoir chez les Mossi

Le *Moog-Naaba* est profondément respecté parce qu'il incarne le symbole du pouvoir. La représentation du pouvoir (*naam*), chez les *Moose*, transcende les normes constitutionnelles et juridiques modernes. Les sujets revêtent le pouvoir du roi d'une sacralité inviolable, conférée exclusivement par des rites immuables institués par les ancêtres. Cette perception permet de considérer le pouvoir comme une « toute-puissance » indépendante de la personne du roi. Fort de cette vision, les *Moose* ont mis en place un système de gestion pour contrôler l'exercice du pouvoir en commençant par la procédure pour la succession.

La succession du pouvoir est héréditaire, certes. Mais l'hérédité est à comprendre plutôt dans le sens d'une compétition ouverte à tout descendant agréé de la lignée des familles régnantes.ⁱⁱ Il revient par la suite aux grands fonctionnairesⁱⁱⁱ du palais^{iv}, de faire le consensus autour du candidat pour lequel les critères établis sont par eux validés. Grâce à ce principe, la succession tient plus de mérites suffisamment reconnus qui forcent la confiance des sujets.

Par la suite un ensemble de rituel soumet l'élu à différentes cérémonies, solennelles ou confidentielles. L'accomplissement des différentes étapes de ce rituel permet d'entériner progressivement l'investiture du nouveau souverain. La finalité de ce processus est éminemment initiatique et pédagogique. Tout est mis en œuvre pour interpeler chez le souverain les obligations d'humilité, de sagesse, de courage, de probité et de justice qui représentent les valeurs et les principes de la bonne gouvernance. A chacune des étapes, les sacrifices et les breuvages permettent de prendre les ancêtres à témoin et de sceller la légitimité du pouvoir. Une fois investi dans ces conditions, le nouveau souverain garde en mémoire que le pouvoir n'est pas sa conquête mais seulement un héritage concédé avec les obligations qui en découlent.

Enfin, la gestion du pouvoir n'est pas exclusivement la prérogative du souverain. L'organisation mise en place permet seulement au roi de régner en toute quiétude. Le gouvernement et l'administration sont exercés par une

multitude de fonctionnaires (*na-yirdāmba*/dignitaires de la cour)^v et par un réseau d'associés administratifs, redevables en raison de l'onction reçue du souverain. En réalité, ils sont de puissants chefs, qui appartiennent à la lignée des « gens de pouvoir » mais sont autonomes dans leurs fiefs (*kombèmba*)^{vi} et se contentent de renouveler officiellement leur allégeance chaque année, à l'occasion d'une cérémonie à la fin des récoltes.

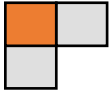
Par le fait de souverains tristement célèbres, les sujets du *Moog-naaba* ont longtemps assimilé le pouvoir à l'exercice de la force (*pānga*). A partir de l'indépendance du Burkina Faso (ex- Haute Volta), le pouvoir du *Moog-naaba* traduit davantage la « puissance du droit » et la capacité à faire en sorte que les populations coexistent paisiblement.

Profond respect des pages prosternés aux pieds de *NaabaSaaga II*



NaabaSaaga II

Source : www.burkinatourism.com



Liens entre le roi et les chefferies

L'organisation administrative du royaume de Ouagadougou, comme des autres royaumes Moose, est comparable à la décentralisation. Il accorde une large autonomie à des chefs reconnus et investis dans des fiefs, chargés de la gouvernance locale. Cette organisation se présente comme suit :

- Les commandements autonomes (komberé). Ils sont gérés par des chefs désignés dans la lignée des souverains, qui reçoivent leur sacre à la cour du Moog-Naaba.
- Les principautés (Rimbi). Elles sont des fiefs créées et attribués à une catégorie de princes influents qui en sont les chefs.
- Les quartiers fonctionnels. Chacun de ces quartiers a une fonction spécifique. En général, ce sont les quartiers de résidence des dignitaires qui *de facto* en sont les chefs.

L'ensemble des commandements, des Rimbi et des quartiers fonctionnels constituent le territoire du royaume. Le Moog-Naaba reçoit régulièrement l'allégeance de tous ces chefs. Sauf à l'occasion de grave conflit, il n'intervient pas directement dans la gestion de ces entités administratives.

Le pouvoir du *Moog-Naaba* à l'épreuve des crises

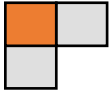
A partir de la conquête coloniale, deux ordres politiques - la chefferie traditionnelle et l'Etat dont les fondements sont inspirés des institutions françaises, ont dû cohabiter. Les confrontations des campagnes électorales de 1945, en vue des élections à l'Assemblée constituante, ont été des sources d'humiliation du pouvoir incarné par le *MoogNaaba*, dont le candidat n'a pas été suivi par l'électorat. Malgré cette déconvenue, le roi *NaabaSaaga II* a pu prendre part aux négociations pour la reconstitution de la colonie de Haute Volta et est parvenu à convaincre la métropole de la nécessité de reconstituer le territoire dans ses limites de 1932. Par la suite, le syndicat des chefs, créé en 1952 de manière éphémère pour mobiliser tous les chefs du *Moogo* en faveur

Octobre 2016

de la lutte pour la préservation de leur pouvoir, s'est cependant montré impuissant face aux attaques de l'élite intellectuelle et politique. *Moog-NaabaKougri* (prédécesseur du *Moog-Naaba* actuel), tenta un coup de force désespéré contre l'Assemblée territoriale en octobre 1958 dans le but d'instaurer une monarchie constitutionnelle^{vii}. Le *Moog-Naaba* et le pouvoir qu'il incarne furent alors l'objet d'une désapprobation publique de l'élite intellectuelle et politique^{viii}. De 1983 à 1990, les slogans des régimes militaires-révolutionnaires ont incité à la lutte contre les « féodaux » et les « forces rétrogrades ». Ces coups portés contre la personne du *Moog-Naaba* n'ont pourtant pas réussi à corrompre de manière irréversible les permanences de la perception coutumière du pouvoir.

Bien plus, les péripéties récentes de l'histoire politique témoignent à souhait de l'importance du rôle du souverain. A chaque crise, son poids moral a compté dans la définition du consensus pour la résolution des conflits qui ont menacé la paix sociale. Le *Moog-Naaba* actuel, *NaabaBaongo*, intronisé en 1982, s'est résolument engagé dans une médiation qui a permis le dénouement pacifique de la crise politique consécutive à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo en 1998^{ix}. Par la suite, *NaabaBaongo* a su prendre ses distances vis-à-vis du Président Compaoré lorsque celui-ci a entrepris de modifier l'article 37 de la Constitution. Cette position courageuse a renforcé son rôle et l'efficacité de sa médiation à l'occasion des crises consécutives à l'insurrection populaire d'octobre 2014. La transition instaurée à la suite des manifestations populaires n'aurait pu s'imposer sans les multiples et décisives implications du *Moog-Naaba* dont le palais est apparu à plusieurs reprises comme le centre névralgique du pays. Secoué par les contestations grandissantes de certains groupes de militaires, de partis politiques et d'organisations de la société civile fidèles au régime de Blaise Compaoré, le gouvernement de la transition a pu résister grâce à ses conciliations. Le coup d'état avorté du RSP (Régiment de sécurité présidentielle) en septembre 2015^x, suivi de la menace d'un conflit armé, ont ensuite suffisamment démontré l'existence d'un consensus autour du pouvoir moral incarné par le roi. Sollicité tour à tour par les putschistes et





les anti-putschistes, *Naaba-Baongo* a mené une médiation acceptée de tous, qui a atténué le radicalisme des certaines positions et favorisé la sortie de crise.

***NaabaBaongo* (boubou sombre), le Lt colonel Zida, le Cardinal Archevêque de Ouagadougou avec les responsables coutumiers et religieux à l'issue de ses nombreuses médiations**



Source : Frédéric Yaméogo, photographe à l'Observateur Paalga bénédiction du roi des Mossi »

Aujourd'hui, la royauté continue de démontrer que son rôle est prépondérant dans la société burkinabè et qu'elle fait partie, d'une manière quasi-biologique, des fondements religieux^{xi}et sociaux du *Moogo* et du Burkina Faso. De nos jours, le palais du *Moog-Naaba* est pris quotidiennement d'assaut par des étrangers et des burkinabè sans distinction d'appartenance socio-culturelle (responsables politiques, sportifs, membres d'association culturelles, etc.) qui viennent solliciter sa bénédiction et rechercher ses conseils. Par son sens de la mesure et sa capacité à choisir le camp du peuple, comme à l'occasion de la controverse sur la révision de l'article 37 de la Constitution, sans le clamer

Octobre 2016

haut et fort, le *Moogo-Naaba* est perçu comme le symbole d'une institution traditionnelle qui cherche à s'adapter au changement social et politique.

Auteurs : Ludovic Ouhonyioué KIBORA et Martial HALPOUGDOU, Institut des Sciences des Sociétés (INSS/CNRST), Burkina Faso.

Pour en savoir plus

HALPOUGDOU (M.), 1992, Approche du peuplement pré Dagomba du Burkina Faso.

HALPOUGDOU (M.), HIEN (P. C.), 2012, Le Royaume de Boussouma des origines à la fin de l'Occupation coloniale.

HIEN (P. C.), 2011, Histoire de Ouagadougou.

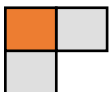
IZARD (M.), 1972, Introduction à l'histoire des royaumes mossi.

NACANABO (N. D.), «La problématique de l'existence de l'empire *moagan*», in HIEN (P. C.), GOMGNIMBOU (M.), (sous la direction de), 2009,

Histoire des royaumes et chefferies au Burkina Faso précolonial, Ouagadougou, DIST (CNRST), pp. 133-157.

SOME (B.), 1970, La religion traditionnelle comme source de valeurs de civilisation politique, *Cahier des religions africaines*, (n°8), pp. 205-227.

TIENDREBEOGO (Y), 1965, Histoire et coutumes royales des Mossi de Ouagadougou.



ⁱ Ces chefferies étaient à l'origine dépendantes du souverain de Ouagadougou. Au cours de la 2nde moitié du 19^{em}e siècle, ces conflits leur ont permis de conquérir une grande autonomie. Bousma notamment a saisi l'occasion pour devenir un royaume indépendant de celui de Ouagadougou.

ⁱⁱ La famille des « Koutou » a régné jusqu'à l'occupation coloniale. Depuis lors celle des « Congo » règne.

ⁱⁱⁱ Les grands fonctionnaires du palais sont ceux à qui une place (matérialisée par une pierre) est réservée à la cour du palais à Ouagadougou. Par analogie, on les désigne par le titre « kug-züidba » (ceux qui s'asseyaient sur la pierre).

La cour est composée de dignitaires anoblis par leur fonction et chargés de tâches précises. Les plus importants sont :

- Ouid-Naaba, responsable qui coordonne les questions liées aux chevaux (entretien, acquisition...). Il fait office de 1^{er} ministre dans l'ordre protocolaire.
- Lagl-Naaba, coordonne les rites coutumiers. Il est aussi devenu un acteur de la promotion culturelle.
- Balm-Naaba, qui coordonne le protocole et organise la gestion à l'intérieur du palais.
- Samand-Naaba, responsable de la sécurité de la devanture de l'enceinte du palais.
- Dapoè-Naaba, qui coordonne la sécurité de l'arrière de l'enceinte du palais.
- Goung-Naaba, responsable de la politique sécuritaire.
- Kamsoug-Naaba coordonne la garde rapprochée du souverain.
- Bend-Naaba, qui gère l'équipe des tambourinaires.
- Sogon-kasma, responsable de l'organisation du service des pages.

^{iv} Le palais du MoogNaaba est situé à Ouagadougou dans l'arrondissement n°1 de la Commune.

^v Cette catégorie de fonctionnaires n'est pas de la lignée des gens du pouvoir politique

^{vi} Cette catégorie est celle des gens du pouvoir.

^{vii} Une « jacquerie » de « roitelet aux ambitions démesurées et aux conceptions moyenâgeuses », ironise le 1^{er} président du pays.

^{viii} Le pouvoir qu'il incarne permet traditionnellement au chef d'assujettir les habitants de l'espace de son commandement. Ces derniers se gardent d'aller contre sa volonté.

Cette situation a été dénoncée par les leader politiques qui ont insisté sur le droit des habitants à la liberté d'expression et de choix.

^{ix} Alors que Norbert Zongo menait des investigations sur la mort des suites de tortures dans un camp militaire du chauffeur du frère de Blaise Compaoré, son corps et ceux de ses compagnons ont été retrouvés calcinés dans la voiture qui les conduisait. Cet épisode a été sources de vives tensions politiques qui ont déstabilisé le pouvoir de Blaise Compaoré.

^x Le Premier ministre de l'époque se serait réfugié dans le palais du *Moog-Naaba* afin d'échapper à la vindicte de certains militaires du Régiment de Sécurité présidentielle (RSP).

^{xi} Ces fondements religieux renvoient aux sacrifices rituels qui accompagnent le processus d'intronisation.

L'ASA (African Societal Analysis/Analyse Sociétale Africaine) est le think tank lancé par l'African Security Sector Network (ASSN) pour aider les **décideurs** à mieux saisir les réalités sociologiques et les **dynamiques sociétales** dans lesquelles s'enracine la gouvernance de la sécurité et du développement en Afrique. Mobilisant un **réseau d'experts africains** quotidiennement au contact du terrain, l'expertise de l'ASA met en relief les normes et les pratiques informelles ainsi que les interactions des Etats africains avec les acteurs non-étatiques et les réseaux locaux. L'ASA produit chaque semaine des notes d'analyse (« cartographies institutionnelles »), diffusées en français et en anglais sur le site de l'ASSN par emails et via les réseaux sociaux et propose également des expertises et des formations à la carte sur les dynamiques sociétales de l'Afrique d'aujourd'hui.



Avec le soutien de

Les analyses de l'ASA n'engagent pas l'OIF

